



Westminster & City News

NUMÉRO 4

Du 29 janvier au 4 février 2021

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

Le Chancelier devrait dévoiler un plan de relance en amont du budget – Le gouvernement britannique a annoncé qu'il publierait, en parallèle du calendrier de sortie du confinement, son plan de relance la semaine du 22 février, avec des mesures pour stimuler l'investissement et le renforcement des compétences. Dans la foulée, le Chancelier présentera le 3 mars le budget britannique, qui pourrait décider la prolongation de mesures comme le dispositif de chômage partiel et l'augmentation de l'allocation sociale de base de 20 £ par semaine. Des perspectives sur une hausse de la fiscalité sont également attendues, R. Sunak ayant indiqué sa volonté d'entamer le redressement des finances publiques dès la prochaine année budgétaire. Il a cependant indiqué qu'il ne modifierait pas les trois impôts principaux (TVA, impôt sur le revenu et contributions à la *National Insurance*), comme promis dans le programme électoral conservateur de 2019.

Les taux négatifs rejoindront la boîte à outils de la Banque d'Angleterre en août 2021 – Le comité de politique monétaire (MPC) de la Banque d'Angleterre s'est tenu le 3 février et a décidé à l'unanimité de maintenir son taux directeur inchangé à 0,1 % ainsi que le montant de son programme d'achat d'actifs à 895 Md£. La Banque d'Angleterre a également achevé sa consultation sur l'opérationnalisation du passage de son taux directeur en territoire négatif, concluant qu'ils seront intégrés aux outils de politique monétaire à partir d'août 2021. Le MPC a cependant insisté que cela ne devait pas être interprété comme un signal de future politique monétaire. En effet, le MPC a revu à la hausse les prévisions d'inflation et la cible de 2 % devrait être atteinte dans un horizon de deux ans, sans assouplissement de politique monétaire supplémentaire. La Banque d'Angleterre estime que l'économie retrouvera son niveau pré-Covid dès le premier trimestre 2022 grâce au succès de la campagne de vaccination.

Les prix immobiliers ont diminué de 0,3 % en janvier en glissement mensuel – Selon les données de Nationwide, il s'agit de la première diminution des prix immobiliers depuis la mise en place en juin 2020 de l'exonération du droit de timbre sur les achats immobiliers de moins de 500 000 £. En glissement annuel, la croissance des prix a ralenti de 7,3 % en décembre à 6,4 % en janvier 2021. Les données du moteur Google reflètent également un affaiblissement du marché de l'immobilier, avec une chute de 10 % des visites des sites de recherche immobilière par rapport à fin 2020.

COMMERCE & CONCURRENCE

Le gouvernement consulte sur le futur régime de contrôle britannique des subventions – Cette consultation, ouverte depuis le 3 février, se poursuivra jusqu'au 31 mars prochain. Les résultats de celle-ci contribueront à nourrir le futur projet de loi sur le contrôle des subventions. Le gouvernement n'a toutefois pas donné plus de détails sur le calendrier de ce projet devant le Parlement britannique. A ce stade, les termes de la consultation laissent entendre que le projet de loi ne devrait pas poser un principe d'illégalité des subventions, et mettre en œuvre un contrôle ex-ante, à la différence du régime européen de contrôle des aides d'Etat. En outre, le gouvernement souligne qu'il ambitionne de faire de futur régime de contrôle un levier de réalisation de son agenda politique intérieur, notamment le « *levelling-up* » à la faveur des régions défavorisées du RU, la neutralité carbone, et le renforcement des capacités britanniques en R&D.

Le gouvernement britannique a déposé sa demande d'adhésion à l'accord transpacifique – Le 30 janvier, la ministre britannique au Commerce international a notifié son homologue néo-zélandais de la candidature du Royaume-Uni à l'accord transpacifique. Pour rappel, l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP-PTPGP) est un accord de libre-échange entre 11 pays de l'Asie-Pacifique, reprenant les dispositions préférentielles de l'accord de partenariat-transpacifique duquel les Etats-Unis se sont désengagés en janvier 2017. Cette candidature constitue pour le gouvernement britannique une étape importante dans la réalisation de la dimension commerciale de *Global Britain*. La probabilité de réussite de la demande du Royaume-Uni est forte, notamment grâce à l'appui de certaines parties avec lesquelles il a déjà signé un accord commercial (Canada, Japon, Singapour, Vietnam). Les négociations d'adhésion devraient formellement débiter au printemps et pourraient s'achever à l'horizon de l'été prochain.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

La FCA mettra en œuvre les recommandations du rapport Woolard sur le marché du crédit non sécurisé – L'étude, menée par Chris Woolard, ancien directeur général de la FCA, fait 26 recommandations aux pouvoirs publics (dont la *Financial Conduct Authority*) afin d'adapter la régulation et les pratiques du marché du crédit à la consommation non garanti (ie sans collatéral adossé à la créance). Entre autres, l'étude recommande de réglementer les produits *Buy-Now-Pay-Later* (BNPL), actuellement hors du périmètre du superviseur, dont la croissance est majeure (l'encours, multiplié par 4 en 2020, atteint 2,7 Mds£). Le rapport préconise également une hausse du financement des services de conseil gratuit aux consommateurs en matière de surendettement alors que 1,5 million de personnes pourraient y avoir recours à court terme en raison des effets de la crise. Enfin, le rapport appelle à une réforme du cadre réglementaire des coopératives de crédit (*credit unions*) afin d'encourager les alternatives aux crédits à taux très élevé.

La Bourse londonienne se positionne sur le marché de la donnée financière avec l'acquisition de Refinitiv – Le rachat, clôturé le 29 janvier pour 27 Mds\$ (22 Md€), fait suite à l'accord obtenu de la part de la Commission européenne début janvier 2021. Il s'inscrit dans un contexte difficile pour les places boursières, qui font le pari d'investir dans l'écosystème des données. La fusion permettra au London Stock Exchange (LSEG) de rivaliser avec des sociétés comme Bloomberg, S&P Global et Intercontinental Exchange.

La négociation d'actions de sociétés suisses reprend sur les bourses londoniennes – Le texte (*statutory instrument*) sur la reconnaissance de l'équivalence réglementaire des plateformes d'échanges suisses (BX Swiss AG et SIX Swiss Exchange AG) est entré en vigueur le 3 février 2021 consécutivement à sa présentation devant le Parlement britannique le 13 janvier dernier. La reconnaissance mutuelle s'inscrit dans le cadre des négociations helvético-britanniques post-brexit en vue de la conclusion d'un accord bilatéral sur les services financiers, ouvertes fin juin 2020 et amenées à se poursuivre en 2021. La réintroduction rapide de la négociation des actions suisses a été très bien perçue par les opérateurs de la place londonienne tels que Turquoise, Aquis ou Cboe Europe. Pour autant, cette équivalence entre les deux pays ne compensera qu'en partie la perte d'environ 6 Mds€ d'échanges quotidiens d'actions libellées en euros relocalisés de Londres vers les plateformes de l'UE début janvier 2021.

La City demande la résolution urgente de questions en suspens pour les échanges de services financiers – Un mois après la signature de l'accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'UE, l'association représentant les acteurs financiers britanniques, TheCityUK, appelle les autorités européennes et britanniques à résoudre rapidement les principales questions toujours en suspens. Dans un document publié le 2 février, TheCityUK identifie six domaines prioritaires : (i) l'adoption du protocole d'accord (MoU) visant à établir le cadre du futur dialogue réglementaire, (ii) la finalisation de l'exercice d'examen de l'équivalence réglementaire, (iii) l'adéquation des données et l'importance d'un accord à long terme sur ce volet, (iv) la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, (v) l'exécution transfrontière des jugements dans les litiges civils et commerciaux, et (vi) une clarification du cadre relatif aux voyages d'affaires entre le Royaume-Uni et l'UE.

Le Royaume-Uni rejoint l'*International Platform on Sustainable Finance* (IPSF) – Créée en 2019 par l'UE et plusieurs partenaires, l'IPSF est un forum multilatéral dont l'objectif est de promouvoir la mobilisation des capitaux privés en faveur d'investissements durables, dont les membres représentent 55% des émissions mondiales de gaz à effet de serre et 55% du PIB mondial. L'adhésion du Royaume-Uni s'inscrit dans l'engagement du pays dans le renforcement de la coopération internationale sur ces thématiques, notamment dans la perspective de la COP26 à Glasgow en novembre 2021.

BANQUES ET ASSURANCES

Le gouvernement britannique lance une consultation sur le schéma de réassurance *Flood Re* – Lancé en 2016, le programme de réassurance du risque d'inondation *Flood Re*, mis en place conjointement par le gouvernement et l'industrie, vise à éviter une défaillance du marché en matière d'assurance habitation dans certaines zones en permettant aux assureurs de transférer les plus importants des éléments de risque «inondation» au pool, en contrepartie d'une prime fixe. Il a bénéficié à plus de 300 000 ménages considérés comme exposés à un risque d'inondation élevé, quatre cinquièmes d'entre eux ayant pu réduire leurs primes d'assurance de plus de moitié. Le programme permet également de recevoir des fonds pour rendre les habitations plus résistantes. La [consultation](#), qui s'achèvera le 26 avril 2021, fait des propositions pour améliorer l'efficacité du système, notamment des primes d'assurance réduite conditionnées à la mise en place de mesures d'adaptation des habitations.

Le bilan du dispositif de la Banque d'Angleterre en soutien des PME ressort en demi-teinte – La facilité de financement de la BoE (*Term Funding Scheme with additional incentives for SMEs, TFSME*) permet - depuis avril 2020 et jusqu'en octobre 2021 – permet aux banques de se refinancer au taux directeur sur quatre ans, à hauteur de 10 % du montant de leurs encours. L'accès est élargi pour celles qui augmentent leur octroi de crédit, en particulier pour les PME. Cependant, d'après Goldman Sachs l'utilisation de cette facilité n'a atteint que 4% du total d'encours, soit 64 Mds£. La banque américaine a également constaté une absence de lien entre les plus gros utilisateurs de la TFSME et le volume de prêts aux petites et moyennes entreprises, notant au contraire des signes de resserrement de l'accès au crédit pour les PME fin 2020.

Les banques britanniques sont en retard en matière de divulgation des données relatives à la diversité – De nombreuses banques établies au RU avaient signé la charte britannique "*Business in the Community Race At Work*", lancée en 2018, qui oblige les employeurs à collecter et à publier des données sur la diversité du personnel britannique - un engagement renouvelé dans le sillage du mouvement *Black Lives Matter*. Toutefois, Reuters rapporte que, sur 14 grandes banques - dont la plupart ont signé la charte il y a plus d'un an -, huit d'entre elles n'avaient toujours pas, en décembre 2020, publié de données sur la diversité ethnique de leurs personnels. Parmi celles qui l'ont fait, seulement HSBC, Lloyds et UBS ont révélé des statistiques *BAME* plus granulaires, tandis que Barclays, NatWest Group et Standard Chartered ont publié des chiffres consolidés. Selon l'étude, seulement 2,4 % du personnel d'HSBC se déclarent 'noirs' chez HSBC - 0,9 % chez les cadres supérieurs - et 1,5 % chez Lloyds - 0,6 % parmi les cadres supérieurs. Toujours chez Lloyds, l'écart de rémunération moyen est de 16,7 % entre les employés 'noirs' et 'blancs', et augmente à 52,9 % pour les primes. Pour mémoire, les statistiques dites ethniques sont autorisées au Royaume-Uni et ces classifications sont utilisées dans le cadre des recensements officiels depuis 1991.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Emmanuel Massé
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Emma Cervantes, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 4 février 2021

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T3 2020	Moyenne sur 3 ans
PIB en glissement annuel		-6,3%	-0,5%
PIB en glissement trimestriel		15,5%	0,0%
PIB par habitant		15,4%	-0,2%
Inflation (IPC)		0,6%	1,9%
Evolution de la demande	Investissement	15,1%	0,2%
	Consommation	18,3%	-0,3%
	Dépenses publiques	7,8%	-0,2%
	Exportations (B&S)	5,1%	-0,1%
	Importations (B&S)	13,2%	-0,5%
Evolution de la production	Secteur manufacturier	18,8%	-0,8%
	Secteur de la construction	41,9%	-0,1%
	Secteur des services	14,2%	-0,6%
Parmi les services	Finance et assurances	2,2%	-0,4%
	Ventes au détail	17,3%	0,6%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T3 2020	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		4,8%	4,1%
Taux d'emploi		75,3%	75,8%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	28,5	31,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	-2,0%	-0,3%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,4%	0,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	2,9%	0,3%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	-2,5%	0,3%
Taux d'épargne des ménages		29,1%	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T3 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-10,1%	-3,3%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	101,2%	84,9%
Investissement public net	-2,3%	-2,1%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T3 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-1,7%	-4,3%
Balance des B&S		1,2%	-1,0%
Balance des biens		-3,9%	-6,0%
Balance des services		5,1%	5,0%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,10	1,13
	GBP/USD	1,29	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible. Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.